

## **Economie solidaire et théories féministes : pistes pour une convergence nécessaire**

Isabelle Hillenkamp, Isabelle Guérin, Christine Verschuur

► **To cite this version:**

Isabelle Hillenkamp, Isabelle Guérin, Christine Verschuur. Economie solidaire et théories féministes : pistes pour une convergence nécessaire. *Revista de Economia Solidaria, ACEESA*, 2014, p. 4-43. <ird-01197164>

**HAL Id: ird-01197164**

**<http://hal.ird.fr/ird-01197164>**

Submitted on 11 Sep 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Economie solidaire et théories féministes : pistes pour une convergence nécessaire**

Isabelle Hillenkamp, Isabelle Guérin et Christine Verschuur<sup>1</sup>

### **The solidarity economy and feminist theories: possible paths to a necessary convergence**

**Abstract:** This paper argues that the solidarity economy and feminist theories (mostly on economics, sociology and anthropology), have developed within distinct frameworks that have limited the opportunities for exchange and cross-fertilization. These frameworks are by no means in opposition to one another, and the approaches they espouse sometimes overlap when the same objects are under study. They have generally not, however, merged to produce reflection based on shared categories. This article aims to contribute to the emergence of such a debate by identifying the main categories and scales used in the analysis of the solidarity economy and in feminist literature on women's organizations and their economic, social and political practices. It reflects as to the necessary convergence between these two fields: for understanding the spheres of 'production' and 'reproduction' and their mutual connections; the multiplicity of pathways to emancipation; and the multiplicity of forms taken by political action.

---

<sup>1</sup> Chargée de recherche IRD, France ; directrice de recherche IRD, France ; directrice Pôle genre et développement, senior lecturer, IHEID, Genève, Suisse.

Dans nombre d'initiatives d'économie solidaire, au Nord comme au Sud, les femmes sont majoritaires. Qu'il s'agisse de groupes de production artisanale ou agricole, d'échange local, de finances solidaires, d'associations communautaires ou d'emploi salarié dans les coopératives, mutuelles ou associations, les femmes sont généralement surreprésentées. Ce constat met en évidence que l'économie solidaire, qui fait reposer l'organisation de la production, du financement, des échanges ou de la consommation sur le principe de réciprocité, en l'articulant à d'autres, décrits par Karl Polanyi (1983 [1944], ch. 4) comme les principes de marché, de redistribution et d'autosuffisance, est traversée par les rapports de genre. Des questions essentielles en découlent, comme celles de savoir si les femmes trouvent dans l'économie solidaire une voie d'émancipation ou si la solidarité entre femmes, souvent pauvres, ne fait que reproduire les mécanismes de leur propre exploitation.

Etonnamment, la littérature sur l'économie solidaire (ES) ne s'est jusqu'ici que peu intéressée au genre et aux théories féministes. Certes, il est difficile de parler de cette littérature en général, tant elle est ancrée dans des contextes singuliers et procède d'influences diverses. Cependant, hormis quelques exceptions (en particulier Guérin 2003 ; Nobre 2006 ; Guérin, Hersent et Fraisse 2011), force est de constater que la plupart des analyses sont centrées sur d'autres catégories que celles du genre. Au mieux, les acteurs et chercheurs dans ce champ se contentent d'affirmer que les différences entre les sexes doivent être prises en compte et que l'égalité de genre est un objectif de l'économie solidaire. Mais la manière dont cette économie est traversée par le genre n'est généralement pas analysée en profondeur. Dans les pays où la coopération au développement joue un rôle important, les approches dites « Gender and Development » ont de plus renforcé la vision simpliste de l'économie solidaire agissant nécessairement en faveur des femmes. L'économie solidaire s'inscrit alors dans les propositions de « smart economics » dirigé vers les femmes formulées par la Banque mondiale, largement critiquées par les études féministes (voir par exemple Bergeron et Healy, 2013, Razavi 2012).

Parallèlement, l'économie féministe a depuis longtemps dénoncé le biais masculin des sciences économiques, en mettant en question ses modèles, méthodes et valeurs sous-jacentes : en revisitant des catégories d'analyse, notamment le travail, pour y inclure le

travail reproductif ; en mettant en évidence la multiplicité des motivations ; et en considérant que le genre et la race, en tant que constructions sociales, et les rapports sociaux de genre, classe et race s'inscrivent dans les rapports économiques (Ferber et Nelson 1993 ; Folbre 1998, Castro-Gomez et Grosfoguel 2007). Des sociologues et anthropologues féministes ont de plus étudié localement diverses organisations de femmes et leurs pratiques économiques, sociales et politiques. La déconstruction des catégories et méthodes dominantes opérées dans les études féministes offre ainsi un cadre *a priori* pertinent pour l'analyse de l'économie solidaire. Certains travaux féministes ont d'ailleurs étudié des pratiques qui peuvent être qualifiées d'économie solidaire. Pourtant, les catégories d'analyse féministes ont rarement été croisées avec celles de l'économie solidaire. L'analyse du rapport production / reproduction, par exemple, n'est généralement pas mise en relation avec celle des principes de réciprocité, de redistribution, de marché et d'autosuffisance dans l'économie solidaire. Ou encore, les initiatives collectives de femmes ont été interrogées du point de l'autonomie et des possibilités de transformation sociale, notamment à travers de nouvelles formes d'action politique, mais ce débat a rarement été lié à celui sur les modes, conflictuels, d'institutionnalisation d'une économie plurielle, central dans l'économie solidaire.

Cet article développe l'hypothèse qu'économie solidaire d'une part, économie, sociologie et anthropologie féministes de l'autre, se sont développées dans des cadres distincts qui ont limité les possibilités de réflexion croisée. Si ces cadres sont loin d'être opposés et si les approches qui en découlent se recoupent parfois dans l'étude des mêmes pratiques, elles ne se sont généralement pas interpénétrées pour produire une réflexion articulée autour de catégories partagées. Cet article prétend contribuer à l'émergence d'une telle réflexion en identifiant les principales catégories et échelles employées dans l'analyse de l'économie solidaire et dans la littérature féministe sur les organisations de femmes et leurs pratiques économiques, sociales et politiques, puis en proposant des pistes de réflexion croisée. Notons bien l'ampleur de ces deux champs – économie solidaire et théories féministes – et le fait qu'il s'agit ici de faire ressortir des débats centraux, points de convergence et de divergence, et non de rendre compte des nuances et variations apportées par de multiples auteurs dans chacun de ces champs.

## **I. Débats et catégories d'analyse centraux dans l'ES**

### **I.1. La valeur du local comme posture épistémologique**

Si l'économie solidaire procède d'influences aussi diverses que le christianisme social, la théologie de la libération, le socialisme utopique, ou encore la critique du système-monde capitaliste, un de ses fondements partagé réside dans l'ancrage local de l'action et de l'observation. Contestant les rapports de production capitaliste, tout en prenant leurs distances avec les thèses du socialisme centralisé, les acteurs de l'économie solidaire affirment la valeur du local comme échelle indispensable, bien que non unique, pour notamment ancrer les initiatives dans la société civile. En Europe et en Amérique au siècle dernier, les projets socialistes associationnistes de Pierre Leroux, Charles Fourier ou Robert Owen ont soutenu l'organisation des producteurs en groupes autonomes librement fédérés, tout comme, dans les années 1920 à Vienne, Karl Polanyi a défendu le socialisme de guildes. Le renouveau de l'économie solidaire en Europe et en Amérique du Nord dans les années 1970 s'est opéré grâce à des engagements citoyens reconstruisant un lien social concret par des initiatives comme par exemple les services de proximité, les systèmes d'échange, l'autoproduction ou les cantines collectives (Eme et Laville 2006). Dans les années 1990, la définition du réseau de recherche sur l'entreprise sociale EMES avancée pour théoriser ce renouveau met l'accent sur la gouvernance interne participative des entreprises sociales, dans laquelle le pouvoir de décision n'est pas basé sur la propriété du capital (Defourny et Nyssens 2013). En Amérique latine, le « facteur C » (coopération, communauté, collaboration) a été reconnu comme le fondement de l'économie de solidarité (Razeto 1997) ; et l'économie populaire, qui se fonde sur l'utilisation par les groupes populaires de leur propre force de travail et des ressources localement disponibles pour satisfaire leurs besoins matériels et immatériels (Sarria Icaza et Tiriba 2006) est considérée comme le terreau de l'économie solidaire (Nuñez 1996 ; França Filho 2002).

Il convient de préciser que si les projets d'économie solidaire sont donc ancrés au niveau local, ils ne visent généralement pas un localisme qui serait conçu comme un rempart contre les agressions extérieures, notamment celles causées par la mondialisation néolibérale. Si les acteurs de l'économie solidaire critiquent cette mondialisation, ils situent en général leurs pratiques dans le projet de formes

alternatives d'interconnexions et d'interdépendances dans une modernité démocratique, et non dans une utopique déconnexion du monde. Dans le contexte actuel d'entremêlement des niveaux de régulation, l'attention au niveau local est tenue de se combiner avec les autres niveaux d'action et d'institutionnalisation. Au Brésil par exemple, le développement de l'économie solidaire depuis les années 2000 n'est pas seulement l'effet d'une « montée » du niveau local, mais aussi des interactions avec le niveau mondial lors du Forum social de Porto Alegre en 2001 et avec le niveau national à partir de l'arrivée au pouvoir du Parti des travailleurs en 2003. Dans cette perspective, la signification des pratiques locales d'économie solidaire demande à être analysée de manière systémique, en tenant compte de leur place dans l'interaction entre économies populaire, capitaliste et publique (Coraggio 2010) et de la capacité de l'économie solidaire à poser les bases de nouveaux rapports sociaux, au plan matériel comme subjectif (Quijano 2008).

Les expériences comme les perspectives théoriques sont donc diverses et se sont sans doute complexifiées depuis la mondialisation des années 1980. Il demeure que pour les acteurs comme pour les chercheurs, l'échelle locale demeure indispensable pour faire la différence entre organisation solidaire et capitaliste de l'entreprise et des rapports de production. C'est au travers de formes singulières, et souvent innovantes, d'organisation, de modes de propriété et de décision que l'économie solidaire fait cette différence. Il en résulte, plus qu'une focalisation étroite sur le local comme niveau d'action, une posture épistémologique qui reconnaît la valeur du local en privilégiant cette échelle d'observation pour révéler la spécificité de pratiques ignorées par l'analyse à macro-échelle, dominante notamment dans les diverses branches des sciences économiques.

Parce qu'elle refuse tout déterminisme et qu'elle est attentive à la diversité de l'économie réelle (Gibson-Graham 2005) ainsi qu'aux identités, valeurs et logiques des acteurs, cette posture peut permettre de révéler les pratiques solidaires où les femmes se déploient en majorité et de saisir leurs logiques. Mais la priorité donnée dans l'économie solidaire à la contestation du capitalisme a conduit jusqu'ici à analyser ces pratiques sous l'angle de l'instauration de nouveaux rapports de production, plutôt que sous celui des rapports de genre (Hillenkamp et Bessis 2012). L'intersection entre

classe, race ou ethnie et genre, mise en avant dans les études féministes (Aguinaga dans ce numéro ; Wanderley dans ce numéro), reste ici largement sous-étudiée.

## **I.2. Principes d'économie plurielle**

Le souci de mettre en pratique des rapports de production non capitalistes a placé au centre de la réflexion sur l'économie solidaire la question de la conceptualisation et des modalités de réalisation d'une économie plurielle. À quelles conditions des pratiques solidaires peuvent-elles se développer dans un environnement institutionnel dominé par le principe de marché, la logique d'accumulation capitaliste et l'idéologie de l'*homo economicus* ? Quels sont, précisément, les principes de l'économie solidaire, comment peuvent-ils s'articuler aux principes dominants dans les institutions de régulation macroéconomique et quelle est la capacité instituante de l'économie solidaire ?

Les travaux de Marcel Mauss, notamment *l'Essai sur le don* (Mauss 1968 [1923]) qui conteste les lois soi-disant naturelles de l'utilitarisme, et ceux de Karl Polanyi, en particulier *La Grande Transformation* (Polanyi 1983 [1944]) qui affirme la singularité historique et le caractère utopique du marché autorégulateur, ont été considérés comme les bases pour une théorie de l'économie plurielle (Laville 2013). A la suite du Mouvement Anti-utilitariste en Sciences Sociales (Caillé 1995) on a notamment retenu, en France et dans d'autres pays francophones, la logique du don et du contre-don et de sa triple obligation de donner, rendre et recevoir, comme un fondement de l'économie solidaire. L'accent mis sur l'obligation a notamment permis de sortir des apories résultant de l'assimilation de la solidarité soit à une logique d'intérêt dissimulé, soit de désintéressement. Dans certains pays, comme par exemple la Bolivie, la thèse de Mauss a été reprise par des auteurs (Temple et al. 2003) qui ont opposé économie de la réciprocité fondée sur le don et économie de marché associée à l'accumulation capitaliste. Mais la vision du don, surtout lorsqu'elle est considérée comme se déroulant dans une sphère de pratiques isolée du principe de marché, ne permet pas de rendre compte de l'entremêlement des principes d'action et des institutions dans l'économie solidaire et conduit, elle aussi, à des apories (Wanderley 2013).

Actuellement, la vision de l'économie plurielle fondée, de manière synchronique (Laville 2007), sur les quatre principes d'intégration économique identifiés par Polanyi (1983 [1944], ch. 4) que sont la réciprocité, la redistribution, l'autosuffisance<sup>2</sup> et le marché s'impose dans de nombreux travaux sur l'économie solidaire. Des nuances existent, selon que ces principes sont compris comme des modalités de mobilisation des ressources (Lemaitre 2013), comme des modes d'organisation économique associés à différents modèles institutionnels – respectivement la symétrie, la centralité, l'autarcie et le marché – (Vázquez 2013), ou comme des principes d'interdépendance parmi lesquels la réciprocité, qui se fonde sur différents types de complémentarité instituée, caractérise de l'économie solidaire (Servet 2013). En dépit de ces nuances, ce cadre est perçu dans de nombreux travaux comme globalement adéquat pour aborder la question centrale de l'articulation entre pratiques solidaires fondées sur le principe de réciprocité, principe de marché associé ou non à la logique capitaliste, redistribution assurée par l'État ou par des instances publiques ou privées à différents niveaux et principe d'autosuffisance dominant notamment dans les unités domestiques de l'économie populaire (Coraggio 2006 ; Hillenkamp 2013b).

Ce cadre inspiré des concepts de Polanyi est lui aussi théoriquement compatible avec une analyse féministe. L'approche substantive de l'économie proposée par cet auteur permet en effet de révéler et de légitimer différentes formes de production et de circulation de biens et services, qu'elles soient monétaires et marchandes ou non (Degavre et Lemaître 2008). Par ailleurs, Polanyi a, parmi les premiers, montré que la rationalité dite économique, c'est-à-dire l'appât du gain, est la conséquence de la société de marché construite par une série d'interventions, parfois violentes, des pouvoirs publics, et non l'inverse comme l'avait soutenu Adam Smith. Dès lors, la rationalité de l'homo economicus est un construit et la réhabilitation des principes de réciprocité, de redistribution et d'autosuffisance permet de considérer d'autres logiques et rationalités fondées sur la relation à autrui, et non sur l'égoïsme. Cette analyse peut être croisée avec celle de la construction des féminités, qui seraient associées à la relation à autrui,

---

<sup>2</sup> *Householding* dans le texte original en anglais, traduit en français par « administration domestique » (*La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983). On préfère ici le terme d'autosuffisance qui rend compte du fondement de ce principe, inspiré de la distinction d'Aristote entre production d'usage et production pour le gain.

et à celle des masculinités, liées à l'individualisme et la compétitivité (Benería 1998). La distinction entre principes marchand et non marchands, déclinés en réciprocité, redistribution et autosuffisance, qui traverse l'œuvre de Polanyi et l'analyse de l'économie solidaire, est associée à une série d'oppositions genrées, symboliquement et culturellement déterminées comme rationnel / émotionnel, objectif / subjectif, fait / valeur, compétitif / 'nurturant', matériel / idéal (Waller et Jennings 1991) auxquelles on peut ajouter dominant / marginal, puissant / vulnérable et qui s'inscrivent globalement dans la dichotomie public / privé.

Cette proposition d'analyse genrée des principes d'intégration économique demande alors à être croisée avec la critique féministe du double mouvement de marchandisation et de protection de Polanyi. La critique de la société de marché développée par Polanyi dans *La Grande Transformation* le conduit en effet à faire de la marchandisation une catégorie essentiellement négative et à lui opposer la protection de la société, opérant à travers les principes de réciprocité, redistribution ou autosuffisance, comme catégorie essentiellement positive. Nancy Fraser (2013) met en évidence l'ambivalence de la marchandisation comme de la protection, en montrant leurs rapports variables avec la troisième catégorie essentielle qu'est l'émancipation. La proposition de Fraser de substituer l'analyse du triple mouvement de marchandisation, protection et émancipation à celle du double mouvement se prolonge donc dans une conception des principes d'intégration économique tenant compte du rapport ambigu de chacun d'entre eux à l'émancipation.

Ces voies ont rarement été explorées dans l'analyse de l'économie solidaire, qui reste axée sur la caractérisation de ses principes, les tensions entre eux et les conditions d'institutionnalisation d'une économie plurielle (Laville 2010 ; Hillenkamp 2013a). La distinction marchand / non marchand est, de plus, rarement rapprochée de celle, liée mais distincte, entre production et reproduction, centrale dans les approches féministes (Guérin, Hersent et Fraisse 2011).

### **I.3. Changement social : une conception à la fois radicale et graduelle et plurielle**

La critique de la modernité capitaliste, combinée à l'attention prêtée à l'échelle locale dans l'économie solidaire conduit à une conception du changement social en tension, qui est à la fois radicale et graduelle. D'une part en effet, la critique des conséquences,

notamment sociales et environnementales, de la rationalité et des modes d'accumulation capitalistes (Van Griethuysen 2010) débouche sur la proposition d'une modernité démocratique, contestant radicalement la modernité capitaliste et sa base matérialiste. L'horizon de l'économie solidaire peut être décrit comme celui d'un renversement des valeurs, dont témoignent notamment les chartes et déclarations, requérant de nouvelles conceptions de l'utilité sociale (Bouchard 2004) et de la richesse. Cet horizon crée une distance avec certaines positions féministes, se rattachant notamment au féminisme marxiste, qui analysent les conditions matérielles de la domination capitaliste et patriarcale, mais considèrent l'émancipation principalement à travers le salariat ou du moins l'activité rémunérée. En revanche, la position de l'économie solidaire converge avec celle d'économistes féministes qui, à la suite notamment de Marianne Ferber et Julie Nelson (1993), considèrent que l'objet de leur discipline est l'analyse de l'approvisionnement (*provisionning*) en biens et processus nécessaires à la vie humaine, que ceux-ci procèdent du système capitaliste ou non.

Si la vision du changement social dans l'économie solidaire est donc radicale par sa critique du capitalisme et par les valeurs, modèles et institutions démocratiques auxquels elle aspire, elle n'en demeure pas moins graduelle, par l'attention prêtée à l'échelle locale et à la pluralité des principes économiques. Certes, sur ce point des différences considérables existent, selon notamment que la pluralité est conçue en termes de complémentarité et d'hybridation des ressources, comme dans les théories du tiers-secteur, ou en termes de conflictualité appelant une transformation matérielle et subjective des rapports sociaux, comme par exemple dans la théorie de la Colonialité du pouvoir (Quijano 2008 ; Marañon 2012 ; Aguinaga dans ce numéro). Mais dans l'ensemble, les approches de l'économie solidaire partagent une croyance dans le potentiel de changement social et d'émancipation d'alternatives plurielles au capitalisme, par opposition à l'alternative du socialisme centralisé (Sousa Santos et Rodriguez 2013).

Cette posture est indissociable d'une attention critique portée à la viabilité de ces alternatives, combinée à un regard sur les changements possibles ne se limitant pas à ce qui existe réellement. D'une part en effet, les initiatives d'économie solidaire sont souvent émergentes et fragiles, a fortiori les initiatives de femmes qui se déroulent dans des contextes qui peuvent être hostiles, y compris de la part de mouvements qui se

prétendent alternatifs mais restent sourds aux rapports sociaux de sexe (Côté 2013). Les initiatives de femmes n'ont d'ailleurs pas nécessairement ni sans doute généralement le changement social comme objectif initial (Guérin, Hersent et Fraisse 2011), mais celui-ci peut apparaître au cours de processus d'action collective qui mettent les rapports sociaux de genre en perspective (Hainard et Verschuur 2005 ; Saussey dans ce numéro ; Verschuur 2012). L'analyse de l'économie solidaire doit rendre compte de cette fragilité et des trajectoires parfois chaotiques et décourageantes des initiatives. D'autre part, l'analyse – et l'action – dans l'économie solidaire réclament une posture *utopique*, au sens d'une exploration des virtualités visant « le dépassement des limites sociales et économiques imposées dans la réalité » (Cattani 2006 : 653). L'écueil du « fondamentalisme de l'alternatif », qui conduit à « à rejeter des propositions qui, nées au sein du capitalisme, ouvrent toutefois la voie à une orientation non capitaliste et créent des enclaves de solidarité au sein du système » (Sousa Santos et Rodriguez 2013 : 133) ne peut être évité qu'en substituant une « herméneutique de l'émergence » à celle du scepticisme (*ibid.*) et en adoptant une posture possibiliste (Hirschman 1995).

Cette posture rejoint certaines positions féministes, notamment celles du féminisme populaire et du *local feminism*, qui mettent l'accent sur la capacité d'action des organisations de femmes et sur leurs territoires de vie, sans nécessairement se donner pour objectif premier de renverser le système patriarcal ou capitaliste. Les domaines délaissés par la modernisation, en particulier l'« ensemble disparate de pratiques et registres économiques, à la fois marchands et non marchands » (Degavre 2011 : 78) dans lequel les femmes sont insérées y trouvent une place centrale. Ces positions portent les germes d'un rapprochement entre économie solidaire et mouvements populaires de femmes du Sud, déjà décelables dans des alliances existant dans certains pays comme l'Equateur (Aguinaga dans ce numéro) ou la Bolivie (Rousseau 2011). Leur capacité à se concrétiser dans des expériences et à se pérenniser pour produire une transformation des rapports de production et de genre sera essentielle à observer.

## **II. Le regard des études féministes sur les organisations de femmes et leurs pratiques économiques, sociales et politiques**

La complexité et la richesse de la pensée féministe, tout comme l'hétérogénéité des femmes – diverses selon les articulations de classe, race, caste, etc. – ont longtemps été méconnues, notamment dans les études économiques. Les pratiques et les réflexions sur les organisations de femmes, souvent invisibles ou considérées comme insignifiantes, sans légitimité académique, ont nourri les réflexions des chercheur-es se réclamant du féminisme, qui ont élaboré le concept de genre. Des rencontres, études, recherches, publications, des luttes et manifestations diverses des organisations de femmes et mouvements féministes notamment dans les pays du Sud, de migrantes, des subalternes, ont permis de mieux les reconnaître, et de mieux comprendre la dimension genrée de leurs pratiques, leurs apports théoriques et leur place dans l'histoire économique.

### **II.1. Organisations de femmes dans l'histoire et dans la construction du féminisme**

Louise Tilly et Joan Scott (1978) ont montré comment les historiennes des femmes et du genre ont changé la perception des problèmes de société et l'histoire sociale. Des études d'historiennes sur les ouvrières dans l'industrie de la chaussure en Nouvelle Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle, sur les cigarières, les ouvrières dans le tissage de tapis, dans les filatures de coton du Sud ou encore dans les usines de textile ont permis de révéler comment leur rôle dans les conflits de travail ou dans le processus d'industrialisation avait été négligé, d'observer les différences entre les cultures masculine ou féminine du travail, les tensions entre leur travail d'ouvrière et à la maison. Les études des historiennes féministes ont permis que l'on s'intéresse non seulement à l'élite, mais aussi aux gens ordinaires, aux femmes et aux rapports sociaux de sexe. Ces études introduisent la catégorie de genre, telle que Scott l'a définie, en se centrant sur la signification, le pouvoir et l'acteur. En considérant les expériences des femmes comme un fait d'histoire à découvrir et à décrire, les femmes ont pu être considérées comme des sujets sociaux, dont les vies ont un intérêt, tant en tant que membres de leur famille, que comme travailleuses, membres d'organisations ou de mouvements sociaux.

On a pu observer la constitution d'organisations de femmes prenant conscience des discriminations dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dans toutes les parties du monde et parmi des

groupes d'appartenances très diverses. Qu'elles aient été constituées de femmes esclaves, ouvrières ou bourgeoises, socialistes, pacifistes ou migrantes, ces organisations ont lutté pour les droits des femmes et contre les inégalités de pouvoir, revendiqué l'égalité entre femmes et hommes, tant dans l'espace privé que public, développé des réseaux et des activités multiples, non seulement dans le domaine politique ou social mais également économique.

Les activités des organisations de femmes ont précédé l'apparition du mot féminisme, adopté en 1892 à Paris (Bard 1999). Les mouvements féministes ont été associés au début au combat pour le droit de vote des femmes (les « suffragettes », que ce soit en Europe, aux États-Unis, en Chine, ou ailleurs), ainsi qu'avec les mouvements pour la paix (les « peacettes »), au moment de la première guerre mondiale (Gaspard 2000). En Iran, ou en Inde, des associations pour l'émancipation des femmes, fondées dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, constituées surtout des femmes de l'élite, revendiquaient le droit de vote des femmes ainsi que la promotion de l'éducation des filles, qui devait contribuer aux changements revendiqués. Les luttes des ouvrières, en France (Flora Tristan 1838 [1979]), en Argentine (Voz de la Mujer 1897), et dans de nombreux autres pays, présentes dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, incluaient un regard critique sur les rapports inégaux avec les hommes, non seulement les patrons mais aussi les maris. Bien sûr, les enjeux prioritaires des diverses organisations ou mouvements ont été différents selon les pays, les moments historiques, les différentes appartenances de classe ou de race.

Dans les années 1960, le mouvement des femmes a pris conscience d'une oppression spécifique, celle causée par le travail gratuit et invisible réalisé par les femmes. Les études féministes ont montré que les analyses qui se limitaient aux rapports de classe ne permettaient pas d'expliquer la persistance de la subordination des femmes (Delphy 1970, León 1980). En théorisant le « travail domestique » et le « mode de production domestique », Christine Delphy posait le problème de l'extraction du travail gratuit des femmes et du maintien de l'oppression des femmes. Le patriarcat, comme un système autonome d'exploitation et de domination, constituait selon elle l'« ennemi principal ».

Dans ces mêmes années, des organisations de femmes afro-descendantes, d'origine migrante, indigènes, de castes considérées inférieures, se sont fait entendre, considérant que les mouvements féministes dits « hégémoniques » ne prenaient pas en compte leurs

points de vue, leurs priorités et contraintes particulières. La représentation « coloniale » de « la » femme, muette, impuissante, qui serait reléguée aux tâches domestiques, ne serait pas capable de s'organiser ni de prendre conscience des causes des problèmes qui l'affectent a été contestée (Hill Collins 2010, Mohanty 1988, Dorlin 2008). Le mouvement *black feminism*, aux États-Unis, ou des organisations au Brésil réclamaient que soit mieux rendu compte des conditions et des luttes des femmes noires. Une association de travailleuses domestiques, dont l'immense majorité sont des femmes noires, avait ainsi été fondée dans les années 1930 dans l'État de São Paulo, pour défendre les droits de ces travailleuses (Carneiro 2005).

L'influence des organisations de femmes a été déterminante dans le déploiement des études féministes et dans la constitution de diverses instances internationales et nationales dans ce domaine d'étude, et pour l'avancement des législations nationales et conventions internationales pour les droits des femmes (voir par exemple la Convention 100 du BIT en 1951 « à travail égal, salaire égal », ou la Convention 189 du BIT en 2011 pour les Travailleuses et travailleurs domestiques). Les grandes Conférences Internationales des Femmes et pour la Paix organisées par les Nations unies, avec ses forums parallèles, ont réuni des milliers d'organisations de femmes, de mouvements et universitaires féministes, permettant la constitution de réseaux, comme DAWN (Development Alternatives with Women for a New Era), WLUML (Women Living Under Muslim Law) ou la Marche Mondiale des Femmes. Ces réseaux mettaient l'accent sur des droits politiques, sociaux, culturels mais également économiques. Les associations et groupements économiques de base de femmes défendaient l'idée de l'*empowerment*, définie initialement par ces groupements comme des processus collectifs de remise en question des rapports de pouvoir inégaux et de construction de pratiques politiques et d'espaces économiques de défense des droits.

Dans les décennies après la deuxième guerre mondiale, où sous couvert de développement, ont été mis en place des programmes de coopération visant notamment les femmes, s'est constitué un champ de savoirs « femmes/genre et développement ». Comprendre les différentes phases qui se sont succédées contribue à comprendre aujourd'hui la relative faiblesse ou les biais dans l'étude des dimensions genrées des pratiques économiques et sociales des organisations de femmes.

## **II.2. Organisations de femmes dans le champ de savoirs « femmes / genre et développement »**

Durant une première phase, en lien avec les revendications des mouvements féministes, il s'est agi de faire reconnaître le travail invisible des femmes, à commencer par celui des paysannes dans le Tiers Monde (Boserup, 1970, Beneria 1975, León 1980, Sen 1981). Le « biais masculin » dans le développement a été dénoncé à la 1<sup>ère</sup> conférence internationale des Nations-unies sur les femmes à Mexico en 1975 (Pronk 1975, Elson 1991). Les anthropologues ont, en partant de leurs recherches de terrain, souligné l'importance du maintien de rapports sociaux de type domestique, articulés aux rapports sociaux capitalistes, qui permettaient au système capitaliste de prospérer (Meillassoux 1975), grâce aux constructions sociales de genre et de race. Cette phase a également vu se développer les travaux des économistes et sociologues féministes sur le « *care economics* », critiquant notamment les postulats des disciplines économiques qui ne reconnaissent pas la valeur économique du travail domestique et leur « incapacité à s'intéresser aux identités et aux actions collectives fondées sur le sexe ou la nation, la race ou la classe » (Folbre, 1997, p. 11).

Dans un deuxième temps, les travaux se sont centrés sur les transformations des rapports sociaux de sexe liées à la nouvelle division internationale de travail, en lien avec la mondialisation. De nombreuses études ont porté sur l'intégration des femmes dans les industries manufacturières délocalisées, la féminisation du prolétariat, la place croissante des femmes dans l'économie informelle dans les villes, la féminisation des migrations (Beneria, 1982 ; Kabeer, 1995 ; Federici, 2002 ; Sassen, 2005). L'économie du « care » a été analysée en lien avec la nouvelle division internationale du travail (Razavi, 2007, Hochschild, 2002, Verschuur et Reysoo 2005).

Dans un troisième moment, l'attention a été portée aux identités et à la lutte pour les droits, au niveau domestique, local ou global, dans le contexte de la mondialisation et de la nouvelle division internationale du travail (Mohanty 1988, Federici 2002, Molyneux et Razavi 2005, Viveros 2002). Sous l'impulsion notamment des organisations de femmes et mouvements féministes populaires, du Sud, migrantes ou des minorités, a été ravivée la réflexion sur l'imbrication des rapports de classe, caste, race, genre, ainsi que les réflexions sur la construction sociale des masculinités. Les critiques sur la mise à l'écart des hommes dans des programmes de coopération et l'absence de

questionnement sur les « masculinités hégémoniques », qui avaient déjà été relevés, ont resurgi (Goetz 1989, Connell 2005 Cornwall 2000, Verschuur 2000).

Les perspectives féministes décoloniales (Verschuur et Destremau 2012), inspirées par les chercheur-es en Amérique latine, s'interrogent maintenant non seulement sur les dimensions symboliques, construites et culturelles des rapports de genre, de classe et de race, mais également sur leurs dimensions économiques et sociales. Cette perspective se préoccupe de ne pas désertier le terrain des luttes concrètes, en s'intéressant aux lieux et aux pratiques spécifiques à partir desquels les groupes de femmes subalternes prennent la parole ou agissent, tant au niveau domestique, que local et global.

### **II.3. Organisations de femmes et reproduction sociale**

Les programmes de coopération se sont intéressés de manière instrumentale aux activités économiques des femmes, considérées comme une ressource mal exploitée. L'époque des projets « générateurs de revenus », parfois individuels, parfois collectifs, conjugués aux programmes d'ajustements structurels, qui impliquaient déjà une surcharge de travail reproductif pour les femmes, a abouti à un renforcement considérable de leur charge de travail globale. L'éducation des jeunes filles et des femmes a été imaginée comme une manière de « sauver l'humanité » (voir les vidéo sur le « Girl effect », avancé par des agences de coopération au développement et des fondations pour réduire la pauvreté). Face aux critiques de la surexploitation des femmes et devant les échecs de ces programmes, des agences ont proposé des programmes économiques dits d'*empowerment* des femmes, inspirés des propositions des organisations de femmes. Mais tant leur contenu que leur méthode ne correspondaient pas à ces propositions initiales. Leurs principes et valeurs sous-jacentes, leur approche souvent individualiste, leur méthode top-down, l'absence d'analyse des rapports de pouvoir ont retiré à ces propositions leur potentiel transformateur. Elles ont représenté une nouvelle surcharge de travail pour les femmes sollicitées et souvent un renforcement de leur subordination. Les discussions sur le potentiel d'*empowerment* ou d'émancipation des femmes du fait de leur intégration au marché du travail salarié n'ont pas fait consensus parmi les féministes (Kabeer 1994, 1995, 2001). L'accent de ces programmes était généralement mis sur des activités économiques, sans prise en compte du travail reproductif.

La crise de reproduction sociale (crises économiques, décharge par l'Etat de ses responsabilités) a considérablement accru les activités des femmes subalternes dans ce domaine. De nombreux projets d'assistance – plans sociaux gouvernementaux, projets de coopération – ont été dirigés spécifiquement vers les femmes – considérées comme responsables du bien-être de la famille – pour qu'elles prennent en charge les tâches liées à la reproduction sociale. Ainsi a-t-on vu fleurir les projets de soutien à des activités collectives dans ce domaine, nées parfois de manière spontanée ou inscrites dans des plans sociaux, que ce soit l'alimentation – *comedores populares* ou distribution de paniers de base –, la gestion des déchets, les crèches – *madres comunitarias* –, etc. Ces multiples projets étaient vus comme des activités du domaine reproductif, associé au féminin, et majoritairement pris en charge par les femmes de condition subalterne, mal ou non rémunérées. Les mouvements féministes s'y sont rarement intéressés, voire s'y sont opposés, considérant qu'ils renforçaient la subordination des femmes, leur exploitation et ne permettaient pas de transformer les rapports de genre. Certains ont cependant eu des effets transformateurs, par les espaces économiques, de négociation et de pouvoir qu'ils ont indirectement ouverts, mais souvent de manière éphémère, en raison des effets négatifs des politiques publiques ou de la concurrence d'autres acteurs économiques mieux situés dans le processus de globalisation (Verschuur 2012).

De multiples autres activités économiques des femmes se développent par ailleurs, comme les historiennes des femmes ou des anthropologues, sociologues et économistes féministes l'ont montré. Elles n'ont souvent bénéficié d'aucun soutien ni intérêt de la part des responsables de programmes d'assistance, des politiques publiques, et subissent une compétition inégale dans le processus de globalisation. Intégrées dans le système économique dominant, elles développent des stratégies genrées, collectives ou en réseaux, qui répondent aux rapports de genre, de classe et de race dans lesquelles elles s'inscrivent. Ainsi pourrait-on évoquer des programmes de construction populaire au Brésil (Bisilliat 1995), des ateliers collectifs à Lima au Pérou (Ypeij 2002), des pratiques de tontines ou de certains GIE en Afrique (Guérin 2003, Hainard et Verschuur 2003, 2005), des initiatives de self-help groups ou de groupes affiliés à la SEWA en Inde, ou des groupes de tissage au Sri Lanka (Postel et Schrijvers 1980), les activités des groupes de commerçantes du chemin de fer Bamako-Dakar (Lambert 1993) ou les groupes de commerce équitable des femmes indigènes en Bolivie (Charlier 2011 ;

Wanderley dans ce numéro). Comme l'avaient montré les historiennes et leurs travaux sur les ouvrières au XIX<sup>e</sup> siècle, on y observe des dimensions symboliques, des pratiques et des cultures de travail différentes des formes de production capitalistes, selon le genre, la classe et la race, des inscriptions sur le territoire et en réseaux, des manières de se lier au contexte politique et social global, des remises en question des rapports de pouvoir et des capacités d'action.

#### **II.4. Des organisations de femmes à l'économie solidaire**

Ainsi, les constructions sociales et culturelles de genre, de classe et de race, les rapports de pouvoir entre hommes et femmes, ainsi qu'entre femmes, qui s'expriment dans des inégalités dans la division sexuelle du travail, l'assignation de domaines considérés masculins ou féminins, les contraintes structurelles liées à l'insertion des femmes dans l'économie globale, mais également la volonté de se constituer en sujet de sa propre histoire impriment des contraintes et ouvrent des espaces particuliers tant symboliques qu'institutionnels, structurels et personnels (Scott 2000) aux activités et organisations de femmes. Pour répondre à ces diverses contraintes, elles mettent en place des logiques économiques, des principes et valeurs genrées. Leurs activités prennent en compte les soins aux autres, les liens sociaux, l'interdépendance, la durabilité. Ces activités se développent souvent au croisement des domaines productifs et reproductifs. Les femmes menant ces activités s'organisent souvent en groupements ou en tissant des réseaux, sur leurs territoires de vie.

Les organisations de femmes et mouvements féministes ont amplement participé à la contestation des ordres idéologiques, politiques, économiques, environnementaux et sociaux, familiaux et de genre, sur lesquels s'est appuyée la mondialisation du capitalisme. Elles ont contesté le recul des actions publiques dans les politiques sociales, les dégradations environnementales, la dévalorisation du travail des femmes, les inégalités dans la nouvelle division internationale du travail et dans l'accès aux espaces de pouvoir. Elles ont également développé des pratiques économiques qui ne sont pas dissociées du social et qui méritent d'être mieux analysées en s'inspirant des apports des économistes, anthropologues et sociologues féministes, ainsi que des économistes spécialistes de l'économie solidaire. Il s'agit donc d'approfondir et de faire converger, de rapprocher les cadres conceptuels, les catégories d'analyse, de ces

différentes approches pour progresser dans l'analyse de ces questions centrales autour de l'organisation de la reproduction sociale dans le contexte de la mondialisation. S'appuyer sur l'analyse de ces expériences pourrait contribuer à des propositions de modèles différents, et à la constitution de rapports sociaux qui ne s'appuient pas sur l'exploitation du travail des personnes de genre, de classe et de race de catégories subalternes, et qui tiennent compte du territoire mais aussi du global, de l'immédiat et du long terme. En dernière instance, il s'agit de remettre les questions autour de l'organisation de la reproduction sociale et du pouvoir au cœur de l'analyse.

### **III. Quelques pistes de recherche pour une réflexion croisée**

Ce rapide aperçu des grilles d'analyses de l'économie solidaire d'une part et des approches féministes d'autre part, laisse entrevoir trois pistes de recherche croisées.

#### **III.1. Production et reproduction dans l'ES**

Face à la nouvelle division internationale du travail, aux politiques d'austérité mais aussi à l'urgence écologique, la question de l'articulation entre « production » et « reproduction » reste fortement d'actualité tout en prenant des formes inédites. Comme mentionné dans la partie précédente, la recherche féministe ne cesse de dénoncer le renouvellement des formes d'exploitation. Les femmes, et notamment les femmes de catégories subalternes, se voient déléguer des responsabilités croissantes d'activités de soin, tant à autrui qu'à l'égard de la nature. Mais on assiste aussi à des initiatives novatrices qui cherchent à mutualiser, revaloriser mais aussi dé-domestiquer les activités de reproduction – au sens de les extraire de la sphère domestique. Cette « dé-domestication » peut prendre deux formes : organiser de manière originale les activités dites de reproduction, ou bien instaurer des formes inédites de production et de rapports au travail (l'économie plurielle mentionnée dans le I.2) qui facilitent par ailleurs les activités de reproduction. Celles-ci ne se résument plus alors à des rapports sociaux de type domestique, sans pour autant être des rapports sociaux de type capitaliste. Ces pratiques offrent des alternatives aux deux écueils habituels de la sphère reproductive que sont d'une part la gratuité et d'autre part la marchandisation.

Trop souvent, la question de la reproduction sociale est insuffisamment prise en compte dans les débats sur les alternatives. L'analyse reste centrée sur l'existence d'une sphère productive plurielle, alors que la reproduction sociale est au cœur des pratiques et mérite donc une place également centrale dans l'analyse (Verschuur et Catarino 2013). Cette question a été esquissée dans un ouvrage collectif (Guérin, Hersent et Fraisse 2011), mais les apports de la recherche féministe doivent permettre d'aller beaucoup plus loin. La liste de questions suivantes, non exhaustive, offre des premières pistes de réflexion et d'analyse.

- La définition des catégories (et éventuellement l'abandon des catégories production/reproduction) est un premier enjeu majeur : ne faut-il pas aller au-delà des acceptions usuelles (reproduction de la force de travail) et adopter une vision plus large et moins matérialiste, comme par exemple la notion de reproduction étendue du vivant (Degavre 2011) ? Comment définir des pratiques dont la logique ultime n'est pas l'accumulation, mais la sécurisation des moyens d'existence (Hillenkamp, Lapeyre et Lemaitre 2013) et pour lesquelles la reproduction n'est pas pensée comme une contrainte mais comme une fin en soi, et au sein desquelles l'opposition production/reproduction n'a finalement guère de sens ? Le concept de *provisioning* (activités nécessaires à la préservation de la vie) proposé depuis les années 1990 par certaines économistes féministes pour définir ce que devraient être les objectifs de l'économie comme discipline, ne sont-elles pas une piste permettant de sortir les pratiques d'économie solidaire de l'invisibilité et de la confusion ? Comment appréhender et définir la diversité des activités généralement classifiées de reproduction, telles que le soin à autrui, le soin à la nature et le travail sexuel ? Comment transformer des rapports sociaux qui enferment les femmes de catégories subalternes dans des activités reproductives renforçant leur exploitation en de nouveaux rapports qui permettraient une libération, grâce à des activités et un travail digne et épanouissant, socialement et économiquement reconnu à sa juste valeur ?
- Tantôt essentialisées pour leur contribution au lien social, tantôt dénoncées comme sources d'oppression et de domination, les activités de reproduction méritent en fait d'être pensées dans toute leur complexité : probablement plus que toutes autres pratiques, elles combinent sens de l'obligation, désintéressement mais aussi affect et émotions positives (Folbre 1995), comme résultat des constructions sociales de

genre – associant la féminité au don de soi – et de l'assignation prioritaire des femmes à ces activités. Le genre permet ainsi de comprendre comment se maintient cette forme d'exploitation du travail mais également de sortir d'une analyse uniquement matérielle, en incluant la réflexion sur d'autres valeurs et en s'ouvrant à d'autres manières de voir et à d'autres représentations de la richesse. C'est en tenant compte de cette multiplicité – et ambiguïté – qu'il faut étudier les pratiques solidaires tout en étant attentif/ve à la manière dont cette multiplicité se décline en fonction du type d'initiative, mais aussi des rapports sociaux qui les animent.

- Comment, dans l'analyse des effets produits, combiner la diversité des critères d'appréciation et des échelles d'analyse, et leurs éventuelles contradictions ? A micro-échelle, comment penser les effets de ces initiatives dans la vie quotidienne des femmes et des hommes, que ce soit en termes de réappropriation des moyens de production et de reproduction mais aussi d'épanouissement individuel et collectif (ou au contraire, de dépossession et d'aliénation), et plus largement, en fonction de critères qui font sens pour les femmes et pour les hommes ? A macro-échelle, dans quelle mesure ces initiatives contribuent-elles à contester l'ordre dominant ou au contraire à perpétuer voire renforcer les mécanismes structurels d'exploitation et de hiérarchie, que ce soit du point de vue matériel des rapports sociaux ou du point de vue des valeurs ?

### **III.2. Des chemins multiples d'émancipation**

Dès lors que l'on considère l'économie solidaire depuis la perspective de la reproduction, l'analyse des alternatives et du changement social dans l'économie plurielle s'enrichit de nouveaux questionnements. La question n'est plus seulement celle de la viabilité et du potentiel émancipateur de formes d'organisation de la production, du financement, des échanges ou de la consommation fondées sur l'égalité, la solidarité ou la protection de l'environnement (Sousa Santos et Rodríguez 2013). Elle est, plus largement, celle de chemins *multiples* et *corrélés* d'émancipation. Ceux-ci peuvent emprunter des voies « classiques », associées à la réorganisation de la sphère de la production et à ses processus d'institutionnalisation et d'autres, plus novateurs, surgissant de la réorganisation de la sphère de la reproduction. Une série de questions émerge de cette double perspective, parmi lesquelles :

- Quelles sont les interactions, positives ou négatives, entre différents « chemins d'émancipation » ? À quelles conditions le modèle d'une sphère productive plurielle, fondée sur le primat du principe de réciprocité, favorise-t-il une revalorisation de la reproduction, grâce notamment à la mutualisation ou la collectivisation des activités et à leur dé-domestification (voir Barbagallo et Federici 2013) ? Et dans quels cas l'auto-organisation des femmes sert-elle surtout à assumer le travail de reproduction sociale dont l'Etat se décharge ? Observe-t-on des cas de réorganisation de la reproduction sociale sans remise en question des rapports d'exploitation ? Quels sont les mécanismes ou facteurs clés (*empowerment* collectif, espaces de délibération au sein des groupes, espaces féminins...) et les acteurs (leaders locaux, personnel des ONG d'appui, travailleurs sociaux, ...) permettant une interaction positive entre sphère productive plurielle et revalorisation de la sphère reproductive ? Quelles en sont aussi les contradictions, pouvant résider précisément dans des conceptions différentes de l'émancipation, y compris au sein d'organisations ou de mouvements en faveur des femmes (par exemple féminisme libéral versus populaire) ?
- Comment alors aborder ces interactions ? Relèvent-elles de l'analyse de l'intersection entre les catégories de classe, genre et race, avancée dans les études féministes ? S'expriment-elles en termes d'articulation des rapports sociaux capitalistes et de type domestique et dans ce cas, à quelle échelle (non seulement locale, nationale, mais aussi transnationale ; voir Verschuur 2013) ? Ou permettent-elles la construction de nouveaux rapports sociaux et dans ce cas, comment les qualifier ?
- Enfin, quels sont, d'un point de vue normatif, les critères permettant de définir ces cheminements comme des « alternatives » ? Faut-il s'intéresser à l'autonomie des femmes, en lien notamment avec l'émergence de nouvelles formes d'action politique ? Au contrôle financier et technique des moyens de production ? A l'appropriation « non exploitante » du travail et du surplus économique (Gibson-Graham, Erden et Özselçuk 2013) ? A la revalorisation du travail et la création de nouvelles formes de richesse ? S'agit-il alors d'examiner si le fait de produire autrement permet aux actrices et acteurs de l'économie solidaire d'obtenir une valorisation durable de leur travail, pouvant aller jusqu'à une contestation des principes d'évaluation marchands depuis une perspective critique sociale et écologique ? Ou s'agit-il surtout de faire reconnaître des formes de travail

invisibles ? Comment, de manière générale, combiner perspectives féministes et de démocratisation de l'économie ?

### **III.3. Un rapport multiple au politique**

Une spécificité des initiatives d'ES réside dans leur dimension politique, mais sous des formes diverses, souvent invisibles et peu valorisées car empruntant des registres d'action inhabituels, échappant aux catégories d'analyse généralement employées. ES et recherche féministe se rejoignent dans l'idée de rendre compte de ces formes d'agir politique, à la fois dans leur spécificités et leur multiplicité.

L'ES met l'accent sur la délibération au sein d'espaces publics qui se déclinent à différentes échelles. Au niveau local, il s'agit d' « espaces publics de proximité » (Eme et Laville 2006), dont le rôle permet à différentes parties prenantes de co-construire les biens et services proposés (leur nature, leur prix, le public visé, etc.), proposant ainsi une alternative à une régulation par le marché basée uniquement sur la solvabilité des usagers ou consommateurs. Par ailleurs, ces espaces peuvent jouer pour les femmes un rôle essentiel de socialisation, de conscientisation, d'apprentissage et de remise en question des identités, tout intérêts individuels et collectifs (Guérin, Hersent et Fraisse 2011).

Ces espaces de proximité s'articulent ensuite avec des espaces de niveau intermédiaire, où les demandes de l'ES sont agrégées et régulées en interaction avec les pouvoirs publics, comme l'illustrent notamment les réseaux brésiliens d'économie solidaire (França Filho 2006). Leur rôle consiste ainsi à institutionnaliser ces pratiques, à les faire reconnaître par la puissance publique, à exprimer à une échelle plus large des besoins non reconnus, à peser sur l'élaboration de politiques publiques ou de mesures législatives et réglementaires, ou encore à modifier les règles du jeu du marché. En même temps, les processus d'institutionnalisation comportent un risque avéré d'instrumentalisation et de dénaturation de l'ES par les pouvoirs publics (Lemaître, Richer et França Filho 2011).

Les espaces publics ne sont donc pas exempts de fragilités et de dysfonctionnements. Ils sont faits de frottements, de tiraillements et de compromis permanents (entre intérêts individuels et collectifs, entre pratiques locales et cadres institués). Ils supposent

l'existence d'intermédiaires, d'interfaces, de passeurs-es – individus ou organisations – dont le rôle est à la fois complexe et ambigu.

Du côté de la recherche féministe, l'accent est mis sur la diversité des formes d'engagement – en lien avec les appartenances et imbrications entre genre, classe, race, etc. – et sur la diversité des formes de féminisme, marquant une distance avec la définition classique des mouvements sociaux. Est également battue en brèche l'opposition public/privé, puisque l'analyse féministe montre à quel point ce sont précisément les responsabilités domestiques des femmes, hier comme aujourd'hui, qui les amènent à s'engager dans le combat politique

A cette étape de notre réflexion, il semble se dégager deux formes idéales-typiques d'engagement, dont les exemples ci-dessous sont emblématiques.

D'un côté, on trouve des pratiques économiques alternatives qui tentent parallèlement de peser sur le politique, à travers ce qui peut être qualifié d'une « réinvention culturelle du politique » : ces initiatives ne visent pas à renverser ni l'ordre patriarcal, ni le système « capitaliste » mais se présentent comme « *des lieux où les sujets (femmes et hommes) construisent de l'intérieur, sur ce territoire-là, des solutions et l'ébauche de nouveaux rapports entre hommes et femmes, sans plus attendre* » (Verschuur, 2005, p. 52). On peut citer l'exemple de groupes économiques féminins, que l'on trouve dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest sous le label de Groupes d'intérêt économique (GIE), et qui en sus de leurs activités d'artisanat, de production ou de financement plaident pour une meilleure prise en compte de leurs droits auprès des municipalités voire de l'Etat central. On peut citer également des coopératives de productrices qui tentent de faire reconnaître un prix équitable de leurs produits (Charlier 2011) ou d'obtenir des systèmes de finances solidaires (Hillenkamp 2013a); on peut citer encore des cantines collectives qui revendiquent auprès des autorités publiques l'utilité sociale de leurs activités et la rémunération du travail des femmes à son juste prix (Angulo 2011).

D'un autre côté, on observe des pratiques de revendication et de lutte, parfois radicales, qui s'accompagnent de l'offre de services concrets. Cette articulation peut relever d'une conviction profonde : le changement social suppose une articulation permanente entre « lutte et développement » (Kabeer 2011). De manière plus pragmatique, l'offre de

services quotidien *conditionne* l'existence même des luttes, notamment lorsque celles-ci sont radicales, percevant la conflictualité comme un élément constitutif de la démocratisation, et inscrites dans la durée. Le combat politique n'est possible qu'articulé avec des pratiques permettant d'assurer la survie quotidienne de celles et ceux qui y sont engagés (Rauber, 2002). On voit ici le rôle de la reproduction sociale dans l'engagement politique, question de toute évidence sous-explorée.

On peut citer l'exemple des émeutes alimentaires récentes, qui ont pour spécificité d'articuler révolte et expérimentation: la dénonciation de mécanismes d'oppression et d'exploitation s'accompagne d'actions concrètes qui offrent des avantages matériels aux participant(e)s tout en leur permettant de construire les répertoires d'action et les solidarités qui sont nécessaires à ces moments de révolte (Guérin et Nobre, 2014). D'autres formes de luttes et de revendications ont pour particularité de s'inscrire dans la durée et de s'articuler avec des formes d'auto-organisation : hommes et femmes doivent inventer ou réinventer et s'appropriier des modes populaires de gestion des besoins de base comme l'alimentation. Le mouvement des *Piqueteros* en Argentine est à cet égard emblématique. S'y combinent l'occupation d'espaces publics de longue durée, et notamment le blocage des routes, et la réponse aux besoins quotidiens des gens à travers des cantines populaires, des boulangeries, des jardins, des écoles maternelles, des groupes de prévention de la violence domestique, etc. (Nobre & Freitas, 2011 : 242). De la même manière, le mouvement des *Indignados* en Espagne consiste à la fois à répondre aux besoins urgents et quotidiens des populations locales et précaires, surtout des jeunes, et à contester le système mais aussi à le modifier en « localisant » la décision économique. Dans cette économie politique de la résistance, l'expérience préalable des femmes dans des collectifs est indispensable à leur participation active dans les moments plus durs de confrontation.

La contiguïté entre pratiques économiques, actions publiques et revendications politiques prend ainsi des formes plurielles qui méritent d'être explorées beaucoup plus en détail, à la fois pour documenter de manière empirique leur fonctionnement au quotidien, mais aussi pour renouveler nos grilles d'analyses du rapport au pouvoir et au politique. Deux questions sont ici essentielles. La première est celle du rôle que jouent précisément les femmes, notamment subalternes, dans ces initiatives. La seconde est celle de la mise à l'agenda de revendications féministes. Elle est étroitement liée à celle

de l'articulation, toujours complexe, entre ces revendications et d'autres formes de lutte, et donc aux alliances possibles. Réseaux de l'ES comme réseaux féministes, du moins certains d'entre eux, restent encore largement indifférents à ces initiatives locales, voire les méprisent (Hersent dans ce numéro). Renouveler le regard qu'on leur porte en introduisant de nouvelles catégories d'analyse capables de rendre justice à leur capacité d'innovation est donc essentiel. Les quelques pistes proposées ici devraient permettre, nous l'espérons, d'avancer dans cette voie.

## Références

- N. ANGULO, 2011. « Cantines populaires : sécurité alimentaire et exercice de la citoyenneté au Pérou », I. GUÉRIN, M. HERSENT, L. FRAISSE (coord) *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale*, Paris, IRD éditions, Erès, pp. 221-236.
- C. BARBAGALLO, C. , S. FEDERICI. 2013. Travail domestique, du *care*, du sexe et migrations dans le contexte de la restructuration néo-libérale : de la politisation du travail reproductif. In *Genre, migrations et globalisation de la reproduction sociale. Cahiers genre et développement. N° 9*. C. VERSCHUUR, C. CATARINO (coord). 421-430. Paris : L'Harmattan.
- C. BARD .1999. *Un siècle d'anti-féminisme*. Paris : Fayard.
- L. BENERÍA, 1998. « Karl Polanyi, la Construcción del Mercado Global y la "Diferencia" de Género », *Mientras Tanto*, Vol. 71, pp. 81-101.
- S. BERGERON, S. HEALY, 2013. « Beyond the Business Case. A Community Economy Approach to Gender, Development and Social Economy ». *UNRISD Conference on Potential and Limits of Social and Solidarity Economy*, Genève, 8-10 mai.
- J. BISILLIAT. 1995. *La construction populaire au Brésil : une expérience à Sao Paulo*. Paris : Karthala ; ORSTOM, 175 p.
- M.J. BOUCHARD, 2004. « Vers une évaluation multidimensionnelle et négociée de l'économie sociale », *Recma*, Vol. 292, pp. 59-74.
- A. CAILLÉ, 1995. « Présentation », *Revue du MAUSS semestrielle*, Vol., n°6, pp. 4-14.
- S. CARNEIRO, 2005. Noircir le féminisme. *Nouvelles questions féministes*. Vol.24 n°2. Lausanne
- S. CASTRO-GOMEZ, R.GROSFOGUEL, 2007. *El Giro decolonial. Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global*. Bogota. IESCO-Pensar-Siglo del Hombre Editores.
- A.D. CATTANI, 2006. « Utopie », J.-L. LAVILLE, A.D. CATTANI (coord) *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard, pp. 652-661.

- S. CHARLIER, 2011. « Empoderamiento des femmes par l'économie populaire solidaire : participation et visibilité des femmes en Bolivie », I. GUÉRIN et al. (*op. cit.*), pp. 155-184.
- R.W. CONNELL. 2005. *Masculinities*. Second Edition. Berkeley, CA: University of California Press
- A. CORNWALL, 2000. Missing Men? *Reflections on Men, Masculinities and Gender in GAD*. IDS Bulletin Volume 31, Issue 2, p.18–27, April 2000
- C. DELPHY, 1970. « L'ennemi principal ». *Partisans*, n° spécial « Libération des femmes ».
- J.L. CORAGGIO, 2006. « Économie du travail », J.-L. LAVILLE, A.D. CATTANI (coord) *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard, pp. 313-325.
- J.L. CORAGGIO, 2010. « La economía social y solidaria como estrategia de desarrollo en el contexto de la integración regional latinoamericana », *Revista de Economía Solidaria*, Vol. 2, pp. 12-23.
- D. CÔTÉ, 2011. « Difficiles convergences : mouvement des femmes et économie sociale, l'expérience québécoise », I. GUÉRIN, M. HERSENT, L. FRAISSE (coord) *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale*, Paris, IRD éditions, Erès, pp. 289-312.
- J. DEFOURNY, M. NYSSSENS, 2013. « L'approche EMES de l'entreprise sociale dans une perspective comparative ». SOCENT Working Paper 2013/01, in partnership with EMES network.
- F. DEGAVRE, 2011. « La pensée "femmes et développement". Critique des fondements et pistes pour reconstruire un point de vue féministe croisé Nord/Sud », I. GUÉRIN, M. HERSENT, L. FRAISSE (coord) *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale*, Paris, IRD éditions, ERES, pp. 63-84.
- F. DEGRAVE, A. LEMAÎTRE, 2008. « Approches substantives de l'économie : des outils pour l'étude des organisations d'économie sociale », *Interventions économiques*, Vol. 38, pp. 1-16.
- B. DESTREMAU et Ch. VERSCHUUR, (coord) 2012, *Féminismes décoloniaux, genre et développement. Revue Tiers Monde n°209*, Numéro spécial, janv.-mars 2012, Paris Armand Colin
- E. DORLIN (Éd.), 2008. *Black Feminism. Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000*. Paris : L'Harmattan
- B. EME, J.-L. LAVILLE, 2006. « Économie solidaire (2) », J.-L. LAVILLE, A.D. CATTANI (coord) *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard, pp. 303-312.
- S. FEDERICI, 2002. « Reproduction et lutte féministe dans la nouvelle distribution internationale du travail ». In C. VERSCHUUR, avec F. REYSOO (Coord) *Genre, mondialisation et pauvreté. Cahiers Genre et Développement 3*. pp. 45-73. Paris : L'Harmattan.
- M. FERBER, J. NELSON, 1993. *Beyond economic man : feminist theory and economics*. Chicago: The University of Chicago Press.

- N. FOLBRE, 1997, *De la différence des sexes en économie politique*, Paris, Ed. Des Femmes
- G. FRANÇA FILHO, 2002. « Terceiro Setor, Economia Social, Economia Solidária y Economia Popular: traçando fronteiras conceituais », *Bahia Análise & Dados*, Vol. 12, n°1, pp. 9-19.
- G. FRANÇA FILHO, 2006. « Políticas públicas de economia solidária no Brasil: características, desafios e vocação », G.C. FRANÇA FILHO, J.-L. LAVILLE, J.-P. MAGNEN, A. MEDEIROS (coord) *Ação Pública e economia solidária – uma perspectiva internacional*, Salvador, Porto Alegre, EDUFRGS/EDUFBA, pp. 259-267.
- N. FRASER, 2013. « Marchandisation, protection sociale, émancipation : vers une conception néo-polanyienne de la crise capitaliste », I. HILLENKAMP, J.-L. LAVILLE (coord) *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*, Toulouse, Erès, pp. 39-63.
- F. GASPARD, 2000. Les femmes dans les relations internationales. In: *Politique étrangère* n°3-4 - 65e année pp. 730-741.
- J.K. GIBSON-GRAHAM, 2005. « Surplus Possibilities: Postdevelopment and Community Economies », *Singapore Journal of Tropical Geography*, Vol. 26, n°1, pp. 4-26.
- J.K. GIBSON-GRAHAM, E. ERDEM, C. ÖZSELÇUK, 2013.« Thinking with Marx For a Feminist Postcapitalist Politics », R. JAEGGI, D. LOICK (coord) *Marx' Kritik der Gesellschaft*, Berlin, Akademie Verlag,
- GUBIN E., C. JACQUES F. ROCHEFORT, B. STUDER, F. THEBAUD et M. ZANCARINI-FOURNEL (dir), 2004. *Le siècle des féminismes*. Paris : Les Éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières.
- I. GUÉRIN, 2003. *Femmes et économie solidaire*. Paris: La Découverte, M.A.U.S.S.
- I. GUÉRIN, M. HERSENT, L. FRAISSE (coord) (2011). *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale*. Paris, érès, IRD.
- I. GUÉRIN, M. NOBRE (2014, à paraître). « L'économie solidaire revisitée à la lumière du genre : outil de changement social ou reproduction de la subordination féminine ? », in : Ch.VERSCHUUR, I. GUERIN, H. GUETAT-BERNARD (eds). *Sous le développement, le genre ?* Marseille : IRD.
- F. HAINARD F., Ch. VERSCHUUR. 2003. "Gender relations and grass-roots urban movements", in *International Social Science Review* n°177, August 2003, p. 473-488, UNESCO, Paris
- F. HAINARD, Ch. VERSCHUUR, 2005. *Mouvements de quartier et environnements urbains. La prise de pouvoir des femmes dans les pays du Sud et de l'Est*, Karthala, Paris, 370 p.
- P. HILL COLLINS, 2010. La construction sociale de la pensée féministe. In Verschuur Ch. (coord) 2010. *Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements de femmes. Cahiers Genre et Développement* n°7. L'Harmattan. Paris, 500 p.
- I. HILLENKAMP, 2013a. *L'économie solidaire en Bolivie : entre marché et démocratie*. Paris, Genève: Karthala, GIP.

- I. HILLENKAMP, 2013b. « Le principe de *householding* aujourd'hui. Discussion théorique et approche empirique par l'économie populaire », I. HILLENKAMP, J.-L. LAVILLE (coord) *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*, Toulouse, Erès, pp. 215-239.
- I. HILLENKAMP, F. BESSIS, 2012. « L'innovation sociale par l'économie solidaire en Bolivie : une démocratisation des conventions de production et de genre », *Innovations*, Vol. 2, n°38, pp. 85-105.
- I. HILLENKAMP, F. LAPEYRE, A. LEMAÎTRE (coord), 2013. *Securing Livelihoods. Informal Economy Practices and Institutions*. Oxford, Oxford University Press.
- A.O. HIRSCHMAN, 1995. *A propensity to self-subversion*. Cambridge Mass., London: Harvard University Press.
- N. KABEER, 2011. « Emploi informel, initiatives syndicales et genre », I. GUÉRIN et al. (*op. cit.*), pp. 255-288.
- N. KABEER, 2001. Conflicts over credit: re-evaluating the empowerment potential of loans to women in rural Bangladesh'. *World Development*, vol 29, no.1
- N. KABEER, 1994, "Empowerment from Below: Learning from the Grassroots", in N. KABEER, *Reversed Realities ; Gender Hierarchies in Development Thoughts*, London, Verso
- N. KABEER, 1995, "Necessary, Sufficient or Irrelevant ? Women, Wages and Intra-Household Power Relations in Urban Bangladesh", in Institute of Development Studies *Working Paper*, n° 25, September, Sussex
- D. KERGOAT, 2001. « Le rapport social de sexe. De la reproduction des rapports sociaux à leur subversion », *Actuel-Marx*, n° 30, PUF, 2001, pp. 85-100.
- A. LAMBERT, 1993. « Les commerçantes maliennes du chemin de fer Dakar-Bamako », G. EMMANUEL, P. LABAZÉE (coord) *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest. Logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*, Paris, Karthala-ORSTOM, pp. 37-70.
- La Voz de la Mujer, Periodico comunista-anárquico*. 1997. Buenos Aires: Universidad Nacional de Quilmes. Préface M. Molyneux. (Parution originale 1896-1897)
- J.-L. LAVILLE (coord), 2007. *L'économie solidaire. Une perspective internationale*. Paris, Hachette Littératures.
- J.-L. LAVILLE, 2010. *Politique de l'association*. Paris: Seuil.
- J.-L. LAVILLE, 2013. « Avec Polanyi et Mauss. Vers une théorie de la démocratie et de l'économie plurielles », I. HILLENKAMP, J.-L. LAVILLE (coord) *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*, Toulouse, Erès, pp. 271-300.
- A. LEMAÎTRE, 2013. « 'Popular Cooperatives' and Local Development in South-East Brazil: Towards Socio-Economic Pluralism », I. HILLENKAMP, F. LAPEYRE, A. LEMAÎTRE (coord) *Securing Livelihoods. Informal Economy Practices and Institutions*, Oxford, Oxford University Press, à paraître, pp. 25-46.
- A. LEMAÎTRE, M. RICHER, GENAUTO CARVALHO DE FRANÇA FILHO, 2011. « L'économie solidaire face à l'État en Amérique latine : les dynamiques contrastées du Brésil et du Venezuela », *Revue Tiers Monde*, Vol. 208, pp. 159-175.

- M. LEON, 1980. *Mujer y capitalismo agrario*. ACEP-Bogota. 294 p.
- B. MARAÑÓN-PIMENTEL (coord) (2012). *Solidaridad económica y potencialidades de transformación en América Latina : una perspectiva descolonial*. Buenos Aires, Concejo Latino-Americano de Ciencias Sociales (CLACSO).
- N.-C. MATHIEU, 1985. *L'arraisonnement des femmes. Essais en anthropologie des sexes*, Paris, Cahiers de l'Homme .
- M. MAUSS, 1968 [1923]. « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, pp. 143-279.
- C.T. MOHANTY, 1988. Under Western Eyes: Feminist Scholarship and Colonial Discourses. In *Feminist Review*. N° 30, pp. 61- 88
- M. MOLYNEUX, S. RAZAVI, 2005. 'Beijing plus ten: an ambivalent record on gender justice', *Development and Change* 36(6): 983–1010
- J. NELSON, 2012. « Poisoning the Well, or How Economy Theory Damages Moral Imagination », D.M. GEORGE, M. DEIRDRE (coord) *Handbook on Professional Economic Ethics*, Oxford, Oxford University Press (Drafted for submission),
- M. NOBRE, 2006. « Femmes et économie solidaire (1) », J.-L. LAVILLE, A.D. CATTANI (coord) *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard, pp. 398-409.
- M. NOBRE et T. FREITAS (2011). « Possibilités et limites de la construction de l'égalité de genre dans l'économie solidaire », I. GUÉRIN et al. (*op. cit.*), pp. 237-254.
- O. NÚÑEZ, 1996. *La economía popular, asociativa y autogestionaria* Managua: Centro para la Promoción, la Investigación y el Desarrollo Rural Social.
- K. POLANYI, 1983 [1944]. *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris: Gallimard.
- E. POSTEL-COSTER, J. SCHRIJVERS (eds), 1980. *A Woman's Mind is Longer than a Kitchen Spoon. Report on Women in Sri Lanka. Research Project Women and Development*, Colombo-Leiden.
- J. PRONK, 2000. "Women in Development, Advancing towards autonomy", The Hague, in J. BISILLIAT, Ch. VERSCHUUR, 2000, *Cahiers Genre et Développement n°1*, Paris
- A. QUIJANO, 2008. « "Solidaridad" y capitalismo colonial/moderno », *Otra Economía*, Vol., n°2, pp. 12-16.
- I. RAUBER, 2002. « Mujeres Piqueteras: el caso de Argentina », F. Reysoo (coord) *Economie Mondialisée et Identités de Genre*, UNESCO, Suisse.
- S. RAZAVI, 2012. « World Development Report 2012: Gender Equality and Development —An Opportunity both Welcome and Missed », *Development and Change*, Vol. n°43, Issue 1, pp. 423–437.
- L. RAZETO, 1997. 'Factor "C"'. *Grupo de los 11. Escuela Cooperativa "Rosario Arjona" / CECOSOLA*, Barquisimeto, ECV CECOSOLA.
- A.M. SARRIA ICAZA, L. TIRIBA, 2006. « Économie populaire », J.-L. LAVILLE, A.D. CATTANI (coord) *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Gallimard, pp. 258-268.

- J.-M. SERVET, 2013. « Le principe de réciprocité aujourd'hui. Un concept pour comprendre et construire l'économie solidaire », I. HILLENKAMP, J.-L. LAVILLE (coord) *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*, Toulouse, Erès, pp. 187-213.
- B. SOUSA SANTOS, C. RODRÍGUEZ GARAVITO, 2013. « Alternatives économiques : les nouveaux chemins de la contestation », I. HILLENKAMP, J.-L. LAVILLE (coord) *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*, Toulouse, Erès, pp. 127-147.
- D. TEMPLE, F. LAYME, J. MICHAUX, M. GONZALES, E. BLANCO, 2003. *Las estructuras elementales de la reciprocidad*. La Paz: Plural.
- L. TILLY, J. SCOTT, 1978 [2002] *Les femmes, le travail et la famille*, Paris, Payot et Rivages
- F. TRISTAN, 1838 [1979]. *Les Pérégrinations d'une Paria*, François Maspéro/La Découverte
- P. VAN GRIETHUYSEN, 2010. « Pourquoi le développement durable s'est-il imposé là où l'écodéveloppement a échoué ? Débats pour la suite du monde », Y.-M. ABRAHAM, L. MARION, H. PHILIPPE (coord) *Développement durable ou décroissance soutenable ?*, Montréal, Ecosociété, pp. 60-79.
- G. VÁZQUEZ, 2013. « Self-Managed Work, Social Protection, and Community Development: The Case of the UST Cooperative (Argentina) », I. HILLENKAMP, F. LAPEYRE, A. LEMAÎTRE (coord) *Securing Livelihoods. Informal Economy Practices and Institutions*, Oxford, Oxford University Press, pp. 64-77.
- Ch. VERSCHUUR (coord), 2000. *Quel genre d'homme? Construction sociale de la masculinité, relations de genre et développement*, Actes des colloques de l'IUED, Commission nationale suisse pour l'UNESCO – DDC – IUED, Genève-Berne, 190p.
- Ch. VERSCHUUR, 2005. "Mouvements de base, genre et justice sociale, réinvention culturelle du politique", in F. HAINARD F., Ch. VERSCHUUR, *Mouvements de quartier et environnements urbains, La prise de pouvoir des femmes dans les pays du Sud et de l'Est*, Karthala – ENDA Diapol, Paris, 370 p., p. 49-83
- Ch. VERSCHUUR, 2012, "Raccommodages de la pauvreté ou engagements féministes dans les quartiers populaires de San Cayetano et Gamboa en Amérique latine", in *Autrepart* (61), 2012, p. 175-190, Paris
- Ch. VERSCHUUR, 2013. Reproduction sociale et *care* comme échange économique-affectif. L'articulation des rapports sociaux dans l'économie domestique et globalisée. In Ch. VERSCHUUR, Ch. CATARINO (coord) 2013. *Genre, migrations et globalisation de la reproduction sociale. Cahiers Genre et Développement n°9*, L'Harmattan, Genève – Paris, 430 p., p.23-39
- Ch. VERSCHUUR, F. REYSOO F. (coord), 2005. *Genre, nouvelle division internationale du travail et migrations, Cahiers Genre et Développement n°5*, L'Harmattan, Genève - Paris, 352 p.
- M. VIVEROS, 2002. *De quebradores y Cumplidores. Sobre hombres, masculinidades y relaciones de Género en Colombia*. Universidad Nacional/Fundación Ford/Profamilia, Colombia

W. WALLER, A. JENNINGS, 1991. « A Feminist Institutional Reconsideration of Karl Polanyi », *Journal of Economic Issues*, Vol. 25, n°2, pp. 485-497.

F. WANDERLEY, 2013. « El Concepto de Pluralidad Económica: una Lectura desde Bolivia ». Ponencia elaborada para el XXIX Congreso latinoamericano de sociología, Santiago de Chile.

A. YPEIJ, 2002. « Ateliers collectifs : une alternative pour les femmes dans les quartiers pauvres de Lima », C. VERSCHUUR, F. REYSOO (coord) *Genre, mondialisation et pauvreté*, Paris, L'Harmattan, pp. 99-105.